

Internet en Afrique subsaharienne, entre rêve et réalité¹

par Annie LENOBLE-BART* et André-Jean TUDESQ*

I - BREF HISTORIQUE

Se pose un problème préalable : quand situer les débuts d'internet en Afrique ? Au premier usage individuel de consultation ? À l'ouverture d'un nom de domaine auprès de l'INTERNIC ? À la prise en compte de l'internet dans la politique de télécommunications ?

Les premiers essais ont bénéficié à des universitaires et à des scientifiques en relation avec des institutions de pays du Nord ; des organismes internationaux ou à vocation internationale (ORSTOM, AUFELF-UREF...), des multinationales ont profité les premiers des avantages du courrier électronique ou des serveurs web installés aux États-Unis ou en Europe. L'utilisation de la toile en Afrique a précédé l'implantation d'internet dans les États africains ; celle-ci en dehors de l'Afrique du Sud s'est effectuée surtout à partir de 1994 (tabl. 1), c'est-à-dire, presque en concomitance avec les pays les plus avancés

A. La place particulière de l'Afrique du Sud²

Il faut considérer à part l'Afrique du Sud, l'un des vingt pays du monde où l'usage d'internet est le plus répandu. Internet y a été utilisé dans le monde universitaire dès la fin des années 1980 : Uninet est un réseau entre universités sud africaines à partir de Rhodes University de Grahamstown, formé en 1985-1987. Ses bureaux s'établissent à Pretoria en 1987, financés par la FRD (*Foundation for Research Development*) avec des liens entre cinq universités sud-africaines connectées à AlterNet en Virginie (États-Unis). En 1996, aux cinq universités fondatrices s'ajoutent 55 établissements d'enseignement technique ou universités, principalement dans le pays mais aussi au Mozambique, en Tanzanie, au Swaziland, au Lesotho et au Botswana. Coïncidant rapidement avec la fin de l'apartheid et du boycott des nations

occidentales, l'usage d'internet s'est rapidement étendu ensuite dans le monde des affaires et dans les médias (des journaux sud-africains ont eu très tôt une version sur le web) ; les premiers fournisseurs de services commerciaux se sont établis en 1993 ; ils se sont multipliés et en 1996 se forme l'*Internet Service Providers Association* (IPSA). Des fournisseurs de services non commerciaux ont vu aussi rapidement le jour : *Sangonet*, ouvert à des ONG et à des pays voisins avec la collaboration de l'USAID, et *Healthlink* dans le domaine de la santé. D'autre part, en 1992, l'église anglicane d'Afrique du Sud avait établi le courrier électronique entre ses membres sous l'impulsion de Mgr Tutu.

Le coût relativement bas des communications téléphoniques et de la liaison à internet (SAIX) offerte depuis le début de 1996 par Telkom contri-

* Centre d'Étude des Médias, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, PESSAC

¹ Pour une mise en perspective, voir A. Mattelart, *Vers une société globale de l'information ?*, *Universalia* 2002, pp. 121-126.

² Voir les travaux de Mike Jensen et Mike Lawrie (www.2.frd.ac.za/uninet/history).

bue au nombre élevé de souscripteurs³ : 650 000 abonnés à 75 fournisseurs d'accès en 1998, auxquels s'ajoutent les réseaux gouvernementaux et universitaires (1 800 000 usagers). Cette primauté perdure ; le 19 mars 1998 le ministre Naidoo inaugura le premier centre de télécommunications rurales à Gasele Ka (dans le nord), avec cinq ordinateurs permettant de se connecter au réseau mondial. En 2000 encore on considérait que près de 90 % des Africains utilisant internet habitaient en Afrique du Sud. Par son avance et ses caractères propres, ce pays n'est pas représentatif de l'Afrique subsaharienne.

B. Repères chronologiques (annexe 1)

L'accès à internet en Afrique a concerné d'abord des expatriés. Le faible développement des télécommunications et leurs tarifs très élevés sont des handicaps qui perdurent. Les milieux universitaires et de recherche, comme le montre le tableau, ont été les premiers bénéficiaires des connexions. Parmi les nombreuses institutions internationales qui ont apporté leur aide, on peut citer, entre autres, les Nations Unies et la Commission Économique pour l'Afrique - ECA, la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'IUT, le PNUD. L'établissement de PADIS (*Pan African Documentation and Information System*, devenu en 1989 *Pan African Development Information System*) amena la constitution d'un réseau d'ordinateurs avec le projet CABECA *Capacity Building for Electronic Communication in Africa* de 1993.

Le réseau RIO de l'ORSTOM (rebaptisé IRD, Institut de Recherche pour le Développement) a mis en place en 1989 des connexions pour la messagerie électronique au Sénégal pour l'ENSUT (devenue ensuite l'ESP, École Supérieure Polytechnique) après avoir équipé des laboratoires à Dakar, à Lomé et à Ouagadougou. À Dakar un premier nœud a été installé au Centre de Recherches Océanographiques de Thiaroye ; l'échange des messages avec l'internet passait par une passerelle à Montpellier jusqu'en septembre 1991, date où elle fut transférée au site de l'ESP. En août 1992, ENDA installa le premier

nœud Fido, autre système de messagerie électronique utilisant une passerelle à Londres pour l'échange du courrier électronique avec internet. La même année, l'IRD et PENSUT créèrent une adresse électronique sénégalaise terminée en sn. L'ESP et l'Université Cheikh Anta Diop allaient jouer un rôle primordial dans le développement d'internet au Sénégal. Cet exemple peut être retrouvé dans d'autres pays (Côte d'Ivoire, Cameroun, Burkina Faso⁴, Mali, Niger, Sénégal, Togo...). L'AUFELF (Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française) a implanté des points Syfed un peu partout et le Réseau REFER. Le projet Afrinet financé par le Canada, avec le réseau de liaisons d'accès à l'information spécialisée RELAIS, a installé des serveurs dans huit pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Maurice et Sénégal).

Les pays anglophones ont connu une histoire similaire. En 1992, un réseau (ESANET) reliait les chercheurs universitaires du Kenya, de Tanzanie, de l'Ouganda, de Zambie et du Zimbabwe. Par ailleurs à la même date, le projet RINAF (*Regional Informatic Network for Africa*) soutenu par l'Italie offrait un accès à internet à la Guinée, au Kenya, au Nigeria, au Sénégal, à la Zambie, au Swaziland et à l'Algérie. L'AAU (*Association of African Universities*) encouragea l'utilisation d'un réseau de courrier électronique entre ses membres, réseau qui resta expérimental jusqu'en juin 1995. La *Leland Initiative* (du nom de Mickey Leland, fondateur de la Commission Spéciale de la chambre des Représentants sur la faim dans ce monde, victime d'un accident d'avion en 1989) sur une initiative de l'USAID et du vice président Gore en 1995, a été lancée en juin 1996 pour brancher 20 pays africains (gestion de l'USAID) ; le Ghana en fut le premier bénéficiaire.

Africa Online rattachée à une société établie à Boston, filiale de Prodigy, s'établit en 1994, lancée alors par de jeunes Kenyans au Kenya puis au Ghana et en Côte d'Ivoire, en 1997 en Afrique du Sud, Ouganda et Tanzanie. Au Kenya, *Africa Online* a établi une connexion permanente en avril 1996. Depuis son expansion a été continue : c'est le principal acteur dans nombre de pays, à l'exception notable de l'Afrique du Sud.

³ Bien évidemment, dans ce domaine comme dans bien d'autres, les statistiques font l'objet de débats incessants et ne sont pas à l'abri de contestations.

⁴ Au Cameroun en 1993 un nœud Rio a été installé d'abord dans les locaux de l'ORSTOM, puis en 1995 à l'ENSP, école nationale supérieure de Yaoundé où sont raccordés les sites du CIRAD et de l'Institut de Développement Économique. L'ENSP était relié au Centre de Calcul de l'Université. En 1995 aussi fut créé un domaine national "cm" auprès de l'Internic géré à l'ENSP en Côte d'Ivoire, un domaine géré par l'INP Institut National Polytechnique d'Abidjan, à Madagascar un domaine "mg" géré par l'ESPA Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo devenu le partenaire privilégié de l'ORSTOM. Au Burkina Faso, un premier accès à internet eut lieu en juin 1989 avec l'installation d'un serveur par deux ingénieurs de l'ORSTOM et d'un réseau Rio de cinq micro-ordinateurs, donnant accès au courrier électronique. Depuis 1992, une trentaine d'organismes et d'ONG s'y rattachèrent. Il y eut aussi à partir de 1992 un autre serveur à Bobo Dioulasso.

Dans le cadre du Commonwealth, en 1992 s'est constitué le *Commonwealth Network of Information Technology for Commonwealth Telecommunication Organisation* ; il intervint aussi dans la coopération pour l'implantation d'internet.

Des États ont bénéficié de plusieurs canaux. Le Bénin, par exemple, a eu une première connexion en novembre 1995, à l'occasion du sixième sommet de la Francophonie à Cotonou, par l'OPT (Office des Postes et des Télécommunications). Un autre serveur a été mis en place à cette date par l'AUPELF, au centre de Syfed-Refer. Il a ensuite bénéficié de l'aide américaine du projet Leland. Le centre culturel américain offre depuis le milieu de 1997 des services internet. Une étude de Ken Lohento fait état de 1 524 abonnés à l'internet au Bénin en août 1997 (866 en 1996), estimant à trois fois plus le nombre d'utilisateurs ; principalement pour le courrier électronique, la moitié utilisant aussi le web.

À partir de ces implantations, les services et les utilisations se sont diversifiés. Ainsi, au Sénégal, Telecom Plus, le fournisseur du service de la Sonatel (organisme public des télécommunications, en partie privatisé depuis) avait 520 clients en décembre 1996 et 960 en juillet 1997 ; parmi ses premiers clients, des entreprises (dont le tiers sénégalaises au début), des clients européens, américains ou asiatiques, des ONG, établissements d'enseignements, hôpitaux, une minorité de privés africains. Des opérateurs privés s'établissent, Metissacana (www.metissacana.sn) qui s'était branché en avril 1996 sur internet a ouvert un cybercafé en juillet 1996 ; ses clients étaient, au début, principalement des expatriés ; à la fin de 1998 déjà sur 700 abonnés 70 % étaient Sénégalais.

Au début de 1998, si l'on excepte l'Afrique du Sud (600 000 utilisateurs), il n'y avait un accès significatif d'utilisateurs à internet que dans peu de pays de l'Afrique subsaharienne : Zimbabwe (10 000), Kenya (5 000⁵), Sénégal (2 500), Cameroun (2 000). À la fin de 1998, la connexion est possible dans 48 pays d'Afrique sur 53. On estimait à 100 000 le nombre de connexions, hors d'Afrique du Sud dont 15 000 au Kenya, 10 000 au Zimbabwe, 4 500 au Ghana mais seulement 1 000 au Nigeria. Brazzaville fut la dernière capitale francophone à accéder à internet en octobre 1998. Après que le dernier État — l'Erythrée (mars 2000) — ait été

réellement et directement connecté, tous les pays africains sont désormais sur la toile.

L'accès a progressé rapidement ainsi que l'utilisation de nouveaux services ; dans les deux cas il existe de grandes inégalités entre les pays et au sein des pays⁶. Souvent, l'action individuelle explique des implantations un peu insolites mais qui font beaucoup dans l'évolution générale.

C. Le rôle des "aventuriers"

La détermination de Madame Sy dans la création du célèbre cybercafé Metissacana de Dakar a été largement médiatisée⁷ comme son action militante pour apporter l'internet dans les campagnes sénégalaises. Nous prendrons un cas moins connu en France mais révélateur de la progression de ramifications en dehors des capitales.

Onesmo Ngowi se dit le "pionnier" de l'internet en Tanzanie⁸. Il est *chairman* du *Kilimanjaro Information of Technology* (KIT) à Moshi. Cette ville moyenne est située au pied du Kilimandjaro, à plus de 500 km de la capitale. M. Ngowi est le type même de l'homme d'affaires chagga, qui a quatre entreprises, dont une banque. Il a fait ses études à Athènes, a vécu deux ans aux États-Unis et quinze ans au Danemark. Ensuite, par conviction, il regagné l'Afrique et a installé en 1987 à Gaborone (Botswana) une entreprise informatique. Il est revenu au pays natal en 1995 et y a utilisé pour la première fois internet, totalement inconnu jusque là. Il dit que maintenant, grâce à lui, tout le monde connaît la toile aux alentours.

Le KIT est à la fois une succursale de Siemens (vente d'ordinateurs), un centre de formation sur des logiciels (38 ordinateurs avec un étudiant par poste en 1999), mais aussi aux langues (dont le français) et un installateur de réseaux (six à Moshi en 2000 : usines de café, brasseries...). Puis il est devenu assembleur. Il dit constituer une banque de données gratuite, sur toute sorte de sujets. Il veut récupérer le maximum d'informations locales, pensant que la lutte contre le sous-développement passe par une information rapide.

Moshi n'aurait eu qu'une centaine d'utilisateurs d'internet en 1999, avec un seul provider mais lui est connecté à Nairobi, au Kenya. Il a déposé en 1999 un projet pour équiper toutes les écoles secondaires de la Région Kilimandjaro en ordinateurs et, ultérieurement, les connecter au réseau

⁵ À titre d'exemple, le *Nation*, quotidien de Nairobi, annonce 400 000 utilisateurs kenyans en avril 2002.

⁶ Cf. La fracture numérique en Afrique : <http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr>.

⁷ Cf., parmi d'autres, le dernier en date à notre connaissance, un reportage sur *Arte*, 7 avril 2002.

⁸ Première rencontre le 12 juillet 1999. Deuxième entrevue le 20 septembre 2000 pour suivre l'évolution de sa société. Nous le remercions vivement pour sa coopération. Tél 055-53575 et 0812-450335 ; KIT@Form-Net.com.

mondial : 37 écoles sur 140 avaient chacune en 1999 quatre ordinateurs. En septembre 2000 il estimait à 50 % la croissance de l'utilisation de l'internet pendant les six derniers mois. Plus de 50 écoles secondaires sur 220 avaient alors des ordinateurs neufs ou en bon état (équipés de Windows 95 ou 98) et quelques écoles primaires privées supplémentaires. Dans chaque établissement scolaire un enseignant a des relations privilégiées avec lui. Certains viennent suivre un enseignement dans son centre de formation de Moshi. Il trouve des fonds auprès de son réseau de relations ou les fournit (*DRAFT project Proposal*).

Il a le sens de la communication : il a fait installer à l'entrée de Moshi des animaux sur un rond-point, dont un singe qui porte le Kilimandjaro. Il y voit une métaphore : tout le monde peut porter l'information. Il veut faire une sorte de *Disney world* dans la ville pour les touristes. Il fait — ou fait faire — deux fois par semaine sur *FM Radio*, pendant 45 minutes, une chronique sur les nouvelles technologies. En octobre 1999, il a organisé une première conférence, qu'il veut annuelle, sur le sujet : pendant deux jours, il a voulu réunir 200 personnes. Symbole d'Africains dynamiques et inventifs, il tient des propos léniants sur son patriotisme qui le mène à vouloir se consacrer à son pays et à souhaiter que les enfants se servent d'un ordinateur. Il pense que les obstacles techniques sont tout à fait surmontables et s'y emploie.

II - USAGES D'INTERNET EN AFRIQUE*

Au moment du lancement du projet Leland, le vice-ministre de l'information du Ghana, Kojo Yankah avait défini l'accès à internet comme " la chance d'avoir des informations fiables qui nous rapprocheront du reste du monde et la possibilité d'obtenir des données concernant d'importantes questions telles que le commerce, la santé et l'enseignement " ; l'étude des accès et des usages permet d'apprécier la part du rêve — voire du mythe — et celle de la réalité dans les espoirs suscités par internet.

A. Depuis 1998 extension des usages d'internet aux activités économiques

Les progrès d'internet se manifestent sous un double aspect. À côté du courrier électronique qui a d'autant plus de succès que les services de la poste sont très souvent défectueux, les sites web se multiplient et occupent une place de plus en

plus importante dans les échanges culturels et économiques ainsi que dans la vie politique et l'information. D'autre part, après des universitaires, des scientifiques, des ONG et des expatriés, les milieux économiques commencent à être des usagers d'internet.

L'ouverture des entreprises africaines est liée à la multiplication des fournisseurs de services, à la libéralisation des télécommunications et au développement de la téléphonie mobile. Mais au début de 1998 il n'y avait encore en Afrique Sub-saharienne que 267 fournisseurs d'accès à internet, dont 75 en Afrique du Sud et sur 768 385 usagers, 700 000 vivaient là bas. Ce qui donnait les chiffres suivants :

Tableau : INTERNET EN AFRIQUE (1998)		
Actualisation 2002 (cf. M. Jensen)		
www3.sn.apc.org/africa/afstat-f.htm		
	Fournisseurs d'accès	utilisateurs
Bénin	7	2 000
Burkina Faso	3	700
Burundi	1	75
Cameroun	4	2 000
Côte d'Ivoire	3	2 000
Gabon	2	1 000
Ghana	9	4 500
Kenya	16	15 000
Madagascar	5	7 000
Mali	5	400
Mozambique	6	3 500
Ouganda	4	3 000
Sénégal	9	2 500
Togo	2	300

L'Ouganda est l'exemple d'un pays où en mars 1999 les entreprises représentaient déjà 40 % des utilisateurs d'internet, dépassant les ONG à but non lucratif et les universités (25 % chacun), gouvernement et organisations internationales (chacun 5 %). Au début de 2000, les quatre fournisseurs de services totalisaient 4 100 comptes correspondant à près de 25 000 utilisateurs. Il est certain que pour des pays enclavés (l'Ouganda n'est pas le seul !), la toile offre des possibilités de communication extraordinaires, d'autant que le pays avait été choisi par le G7, en novembre 1999, aux côtés de la Tanzanie, comme pilote pour l'e-commerce.

Cependant, il est évident que les obstacles au développement du commerce en ligne, bien

*cf les nouvelles technologies de la communication : nouvelles utopies ? www.afrique.poleuniv.u-bordeaux.fr

connus dans les pays du Nord, sont ici démultipliés. Néanmoins, sous l'impulsion de coopératives ou d'ONG, de petites ou moyennes entreprises ont découvert que le réseau pouvait être un instrument de marketing utile, en particulier pour faire connaître des produits artisanaux (Sénégal, Ouganda, Botswana...) ou le tourisme (l'éco-tourisme en Afrique du Sud⁹).

B. La presse en ligne

Les rédactions africaines se sont lancées dans la mise sur la toile de leurs versions imprimées. Le *Columbia University African Study Department* avait déjà recensé plus de 120 titres disponibles en 1999. D'abord simple copie conforme de l'écrit, les titres les plus nantis ou les mieux aidés ont enrichi et agrémenté leurs journaux en ligne tandis que les autres s'essouffaient vite puis renonçaient. Peu à peu se sont constituées des archives, un peu partout, parfois avec des moteurs de recherche, fournissant aux lecteurs de la planète une mine de documents et permettant à tous les expatriés de suivre au jour le jour l'évolution de leur patrie, de ne plus être "déconnectés" dès qu'ils avaient passé les frontières. Des organisations professionnelles internationales ont aidé les journalistes à avoir accès à internet, désenclavant bon nombre de professionnels prisonniers de leur bureau. Bien évidemment, un "bon" usage s'impose ! Mais, de toutes façons, l'horizon des journalistes, comme celui d'autres internautes, s'élargit, même si, parallèlement, le poids des agences de presse internationales — Reuters pour les anglophones¹⁰, l'AFP pour les francophones — s'accroît ainsi. Mais la mise en réseau de la PANA, l'agence panafricaine, en 1994 lui a donné un second souffle. L'Afrique reste à l'écoute du monde et s'intègre ainsi dans les circuits planétaires mais peut aussi s'informer bien plus facilement sur ses voisins, ce qui était devenu de plus en plus difficile avec la "balkanisation" du continent. Le courrier électronique permet également d'entretenir ses contacts.

Parallèlement, internet a été une bouée pour des médias baillonnés. Des organisations de défense de la liberté de la presse (*Reporters sans frontières*, Article 19...) ont permis à des journaux poursuivis de s'installer sur le réseau et d'échap-

per au silence imposé. Certains gouvernements traquent d'ailleurs les "cyberdissidents"; ceux qui, dans les forums de discussion critiquent le régime en place. Il arrive aussi que des articles litigieux soient envoyés à des rédactions étrangères, publiés et réintroduits sous forme de citations... Subterfuge classique mais rendu plus rapide et plus efficace par l'intermédiaire d'internet, même si, dans certains pays, le courrier électronique est étroitement surveillé.

Bref, il n'est plus guère de pays dont on ne puisse plus suivre la vie quotidienne à travers sa presse en ligne même si l'écoute *live* des radios — et surtout des télévisions — reste un luxe pour l'Africain. Plus globalement, le rôle d'internet pour l'extension de la démocratie en Afrique a été souligné.

C. Éducation et santé

Ces secteurs prioritaires ont donné lieu à des expérimentations de toutes sortes. Face à des fléaux aussi graves que la croissance de l'analphabétisme, ou du sida, sans oublier les endémies traditionnelles dans des zones à la circulation difficile, voire impossible à certaines saisons, la pénurie de cadres locaux un peu partout, la toile a été chargée de toutes les espérances. Les ONG, les institutions internationales ont lancé des programmes ambitieux essayant de tenir compte des erreurs passées. Celles de la télévision scolaire ont servi pour les projets d'*e-learning*, que ce soient ceux de l'*African Virtual University*, de la francophonie ou d'organismes spécialisés dans l'enseignement à distance comme l'INADES-Formation qui y voit un bon moyen de renforcer les échanges et la convivialité, comme de donner accès aux banques de données du monde entier. Partout la connexion à des bibliothèques virtuelles est envisagée comme un sésame pour la connaissance des meilleures sources.

Quant aux programmes tournés vers la santé, tous ont misé sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour améliorer la situation. Il est trop tôt pour pouvoir mesurer l'impact réel de toutes les initiatives : les premières synthèses, à l'aide d'enquêtes de terrain sont en cours¹¹.

⁹ Les grands parcs animaliers du continent sont connectés, autant pour recruter des clients que pour que ces derniers puissent rester branchés ! L'ascension du Kilimandjaro ou la visite d'autres lieux emblématiques peuvent se programmer sur la toile...

¹⁰ On pourrait y ajouter le poids de certaines agences spécialisées comme l'américaine *Africa News Service* (www.allafrica.com).

¹¹ Voir les travaux de nos collègues de l'université de Bordeaux 3 Noble Akam et Roland Ducasse sur l'éducation. Des thèses sont en cours sur la télémédecine (voir la base RAFID) : www.rafid.u-bordeaux.fr

Quels qu'en soient les usages, il est certain que des contre parties sont prégnantes, sauf sans doute en Afrique du Sud : dépendance accrue vis-à-vis de technologies chères, difficiles à contrôler et à manier ; poids croissant des langues internationales, mais surtout de l'anglais malgré le militantisme québécois et l'ouverture de portails en langues africaines ; aggravation des disparités. Les espoirs sont fondés sur une constatation : en matière d'internet, l'Afrique progresse plus vite que d'autres, comme en témoigne la prolifération des cybercafés en ville (2 000 à Nairobi ?). Et, de la même façon que la radio s'est finalement quasiment généralisée avec le transistor, il n'est pas exclu que de solides avancées technologiques simplifieront les protocoles et faciliteront l'accès à la toile : la FAO et le Laboratoire des médias du MIT ont imaginé en 2001 de " petits appareils non câblés et peu coûteux, pouvant être logés dans la poche et fonctionnant à l'énergie solaire ou aux batteries " qui permettront, même aux paysans, d'avoir " un accès illimité, grâce à l'internet et à d'autres technologies innovatrices aux informations de toutes sources dans les domaines éducatif, agricole, de la sécurité alimentaire, de la sécurité sanitaire des aliments, de l'économie, de l'accès aux marchés, de la nutrition, de la santé publique, etc. ". Technologies accessibles aux illettrés par l'association du son et de l'image¹². Bien évidemment, l'Afrique serait intéressée au premier chef. D'autres se penchent sur les effets pervers : augmentation de la cybercriminalité, occasion pour des pays d'écouler leur production de cannabis¹³ ! En tout état de cause, on peut compter sur l'inventivité des Africains pour tirer parti,

parallèlement, du meilleur de la toile.

QUELQUES REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES DE BASE

BONJAWO, J. (2002).- *Internet. Une chance pour l'Afrique*. Karthala, 208 p.

CHÉNEAU-LOQUAY, A. (dir.) (2000).- *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*. Paris, Karthala.

CHEVAL, J.-J. ; LENOBLE-BART, A. ; PARÉ, C. ; TUDESQ, A.-J. (2001).- *Internet en Afrique subsaharienne : acteurs et usages. Médias africains et internet*. Centre d'Étude des Médias de l'Université Michel Montaigne-Bordeaux 3, disponible à <http://www.msha.u-bordeaux.fr/cgi-bin/news/htm>

Le Courrier. Le magazine de la coopération au développement ACP . UE, dossier, mai-juin 2002.

LOHENTO, Ken.- État des Ntic en Afrique de l'Ouest : bibliographie hébergée sur le site www.i-afric.net

Marchés Tropicaux, 12 octobre 2001.

NTAMBUE TSIMBULU, Raphaël (2001).- *L'Internet, son Web et son E-mail en Afrique. Approche critique*. Paris, L'Harmattan, 353 p.

Thot et Cursus revues en ligne de l'INTIF (Agence de la Francophonie) (<http://thot.cursus.edu>)

¹² Communiqué de presse. *Initiative FAO-MIT Media Lab pour combler le fossé digital entre le Nord et le Sud*, www.fao.org/WAICENT/OIS/PRESS_NE/PRESSFRE/2001/prfr0140.htm

¹³ Grâce à internet : le trafic de drogue se mondialise, *Sud Quotidien (Dakar)*, 28 février 2002.

ANNEXE 1 : L'IMPLANTATION DE LA TOILE EN AFRIQUE

(enquêtes du programme *Internet en Afrique*¹⁴)

Ouverture du domaine auprès de l'INTERNIC	Pays	Organisme ayant procédé à l'ouverture	Nationalisation de la gestion administrative des noms de domaine
1990	AFRIQUE DU SUD		
1993	BURKINA FASO NAMIBIE BOTSWANA KENYA MALI MOZAMBIQUE SENEGAL SWAZILAND ZIMBABWE	Kartala State Hospital Windhoek ORSTOM (CIUEM) Maputo ORSTOM AfricaOnLine University of Zimbabwe	1993-1999 1993 1993 1996 1996
1994	GABON GUINEE (Conakry) ZAMBIE	OPT Zamet-Communication Systems Ltd (Lusaka) ORSTOM ORSTOM	1998 1994 1995 1995
1995	CAMEROUN COTE D'IVOIRE ANGOLA ETHIOPIE GHANA MADAGASCAR NIGERIA OUGANDA TANZANIE	NCS ORSTOM Nigerian Government (Nigerian TLD Registration Service) Uganda Online Ltd Sotel	1995 1996
1996	BENIN BURUNDI CAPVERT CENTRAFRIQUE DJIBOUTI ERYTHREE MAURITANIE NIGER RWANDA TCHAD TOGO	OPT Nic Congo Interpoint Sarl ORSTOM ORSTOM France Télécom TECHNO-LOGIA Inc. (Montreal)	1998 1997 1996 1996 1996 1996 1996
1997	CONGO et RDC GAMBIE GUINEE Equatoriale LIBERIA MALAWI SEYCHELLES SIERRA LEONE SOMALIE SOUDAN		

¹⁴ En cours de publication sur le site de la MSHA www.msha.u-bordeaux.fr (rubrique *nouveautés*)

ANNEXE 2 : SÉLECTION DE QUELQUES SITES INTERESSANTS SUR L'AFRIQUE

(collaboration d'Odile CHAPUIS, documentaliste UMR 5064 DYMSET)

Nom	Adresse	Principales caractéristiques
ISOC	http://www.isoc.org	Pour les professionnels (cf. statistiques)
Institut Panos	http://www.panos.sn/	ONG internationale. "Informer et communiquer pour une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix"
Afrik.com	http://www..frik.com	S'intéresse à la vie sociale africaine
Famafrique	http://www.famafrique.org	Publie <i>La toile d'elles</i> , bulletin électronique pour femmes francophones
Flamme	flamme.org/indexfr.html	Réseau de femmes africaines qui utilisent les NTIC
Nation	http://www.nationaudio.com	Groupe multimedia de l'Agha Khan : quotidiens (Kenya, Ouganda), hebdo, radio, TV
Africanti	http://www.africanti.org	Généralités et réflexions sur les NTIC
Newafrica	http://www.newafrica.com	Géré par des Tanzaniens ; précieux pour les données économiques
African Studies Internet Resources	http://www.cc.columbia.edu/cu/lweb.indiv.africa.cuvl	Mine de renseignements sur les ressources internet en Afrique
ONU-HR	http://reliefweb.int/IRIN/index.phtml	Serveur des Nations-Unies pour les affaires humanitaires
International Crisis Group	http://www.crisisweb.org	S'intéresse aux grandes crises régionales ou nationales en Afrique
Mbendi	http://www.mbendi.co.za	Pour industriels et économistes travaillant en/avec l'Afrique

Annie LENOBLE-BART, agrégée d'histoire, est professeur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'IUT Michel Montaigne-Bordeaux 3. Elle a publié en 1996 à la MSHA *Afrique Nouvelle. Un hebdomadaire catholique dans l'Histoire (1947-1987)* et collaboré à d'autres ouvrages dont *Chrétiens d'Outre-Mer en Europe* (Karthala, 2000). Membre du Centre d'Étude des Médias, elle est chargée d'un groupe de *Recherches sur les médias en Afrique Subsaharienne* qui suit l'actualité des médias africains à travers internet et dirige des thèses portant sur ces domaines ; elle collabore à plusieurs programmes de recherches : médias et religion en Afrique ; Afrique et NTIC, le Kenya dans la presse francophone...

André-Jean TUDESQ, agrégé d'histoire, est l'auteur d'une thèse d'État sur les *Grands notables en France (1840-1849)*. Professeur émérite en Histoire contemporaine et en Sciences de l'information de l'université de Bordeaux 3, il s'est spécialisé depuis une vingtaine d'années dans l'étude des médias en Afrique subsaharienne. Il a publié, entre autres, *La radio en Afrique Noire* (Pédone) en 1984 ; la situation ayant complètement changé, il vient de publier un second ouvrage sur ce sujet : *L'Afrique parle, l'Afrique écoute* : étude de la radio en Afrique subsaharienne (cf. compte rendu). De nombreux articles et plusieurs autres livres portent sur les médias en Afrique, notamment *L'Afrique noire et ses télévisions*, préface de Hervé Bourges, *Anthropos Economica*, 1992 ; *Feuilles d'Afrique*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1994 ; *L'Espoir et l'illusion, Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1998 ; *Les médias en Afrique*, Ellipses, 1999.

RÉSUMÉ/ABSTRACT

INTERNET EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ

par Annie LENOBLE-BART et André-Jean TUDESQ

À part l'Afrique du Sud, le continent africain au sud du Sahara fait figure de parent pauvre dans le développement d'internet. Pourtant, la croissance des connexions y est importante et les usages porteurs d'espoirs. Malgré bien des limites, les réalistes y voient un moyen de garder des contacts avec bon nombre de pays qui seraient, de fait, de plus en plus à l'écart des circuits mondiaux.

Cette mise au point n'a pas la prétention d'apporter des idées nouvelles ; simplement, à partir de recherches personnelles et collectives¹⁵, de faire un bilan de la bibliographie disponible et des idées principales, celles qui nous semblent les plus marquantes de l'évolution de ce média dont certains utopistes ont dit qu'il permettrait à l'Afrique d'entrer de plein pied dans le troisième millénaire tandis que les pessimistes, en prenant des exemples africains, argumentent sur l'ampleur de la " fracture numérique " et sur les déboires des " info-pauvres ".

Mots clés : Afrique subsaharienne, internet, fracture numérique, presse en ligne, e-commerce, e-éducation ; cybercentres.

THE INTERNET IN SUB-SAHARAN AFRICA: BETWEEN DREAM AND REALITY

by Annie LENOBLE-BART and André-Jean TUDESQ

Apart from South Africa, the African continent is the poor relation when it comes to internet growth. And yet the increase in connections is significant and the new uses are promising. Despite many limitations, realists see it as a way of maintaining contact with many countries that would in fact be increasingly excluded from global circuits.

This article makes no claim of offering new ideas, but instead aims to review, based on personal and collective research, bibliographical references and main concepts, notably those that seem most striking in the evolution of this medium. Utopians claim that it will enable Africa to enter fully into the third millennium while pessimists cite African examples that emphasize the extent of the "digital divide" and the misfortunes of the "info-poor."

Keywords : Sub-Saharan Africa, Internet, digital divide, on-line press, e-business, e-education, cybercenters.

¹⁵ Cf., en particulier, la table ronde *Les nouvelles technologies de la communication au Sud sont-elles de nouvelles utopies ?* pendant la semaine *Dynamique des Afriques* (Bordeaux, 19-23 novembre 2001) www.afrique.poleuniv.u-bordeaux.fr ; le programme de recherches *Internet en Afrique, acteurs et usages*, co-financé, entre autres, par la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, le Conseil Régional d'Aquitaine, l'IFRA de Nairobi, ou celui de la MSHA *Dynamiques locales de la mondialisation : les Afriques en perspective*.